



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 Des Ailes
25 et 26 Rue Des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

3 Rue du Charron
CS 80411
44800 Saint-Herblain

Références : 2025/561
Code AIOT : 0010002969

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté Site La Celle-Saint-Avant "EST": "La Fosselette, La Ville Daveau, Les Bournais Blancs, Les Patouilles, Les Belounes, Montfort, Le Carroi Potet, Parc de Rhonne, Les Fontenelles" 37160 La Celle-Saint-Avant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi du site, des modifications de conditions d'exploitation envisagées et du suivi des eaux de rejets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

- Site La Celle-Saint-Avant "EST": "La Fosselette, La Ville Daveau, Les Bournais Blancs, Les Patouilles, Les Belounes, Montfort, Le Carroi Potet, Parc de Rhonne, Les Fontenelles" 37160 La Celle-Saint-Avant
- Code AIOT : 0010002969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière dite de "la Celle EST", est située sur le territoire de la commune de La Celle Saint-Avant, aux lieux-dits "La Fosselette", « les Fontenelles », « Montfort », « les Belounes », « Parc de Rhonne » et « le Carroi Potet ».

Le matériaux extrait est du sable de terrasse (alluvions).

Initialement autorisée à la société SAVIEN, puis conjointement à SEMC et SCR (devenus APPIA TOURAINE), elle est actuellement exploitée par la société GSM Heidelberg Materials France et a fait l'objet d'une autorisation de renouvellement et extension en 2012.

La carrière est autorisée pour une production maximale de 125 000 tonnes par an.

L'installation de traitement implantée sur le site est autorisée pour traiter jusqu'à 400 000 tonnes par an. Les matériaux traités proviennent de plusieurs carrières du groupe HM France Granulats (Ex: GSM): La Celle Saint-Avant, Descartes, Dangé Saint-Romain et Parçay-sur-Vienne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 4.3.9	Demande d'action corrective	2 mois
4	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 1.71	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Installation de lavage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 8.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 7.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi de l'installation de lavage (Recyclage des eaux de lavage)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 8.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Prélèvement d'eau en nappe	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	par forage	4.1.4.2		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'installation de lavage (Recyclage des eaux de lavage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Recyclage des eaux de lavage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation de lavage doit permettre le recyclage intégral des eaux utilisées. Les prélèvements dans la nappe ne compensent que les pertes par évaporation ou infiltration. La quantité d'eau prélevée doit être mesurée chaque mois.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à l'arrêté préfectoral n° SAIP/BE n°21224 du 31 juillet 2023, définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et de dispositions de gestion de crise, l'exploitant a produit un dossier sur le diagnostic des prélèvements d'eau et des rejets de la carrière. Après instruction, un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé puis signé.</p> <p>Cet arrêté met à jour les aménagements pérennes et transitoires permettant des économies de prélèvements d'eau et la limitation des rejets de l'installation dans le milieu, ainsi que des mesures de gestion de la crise.</p> <p>Constat : Pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 4.1.4.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'environnement et les abords de l'ouvrage sont maintenus dans un état de propreté permettant d'éviter toute pollution de la ressource en eau.</i></p> <p><i>Toutes dispositions sont prises pour éviter le mélange d'eaux de qualités différentes, notamment, provenant de nappes distinctes ou issues d'aquifères différents, ainsi que pour prévenir l'introduction de substances polluantes ou d'eaux de surface.</i></p> <p><i>A cet effet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Le tubage s'élève à au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel et ne présente aucune ouverture latérale,</i> - <i>Une margelle en ciment faisant saillie sur 20 cm par rapport au terrain naturel et une surface d'au moins 1 m² est disposée autour de la tête du forage. Cette dalle est ancrée sous le niveau de la terre arable, si possible dans la roche saine, compacte ou imperméable. Le haut de ce coulage forme un socle dont la pente est tournée vers l'extérieur afin d'éviter toute stagnation d'eau,</i> - <i>Un abri couvert verrouillable est réalisé autour de la tête de l'ouvrage. Tout forage non équipé doit être fermé par un capot coiffant ne présentant pas d'ouverture et maintenu cadenassé.</i>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence du forage. L'ouvrage se trouve en dehors du périmètre de l'emprise du site. Le propriétaire est un exploitant agricole. Un compteur est installé permettant à l'exploitant de suivre la consommation d'eau nécessaire à la mise à niveau du bassin d'eau claire, dit "bassin tampon".</p> <p>Constat : Pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassins de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 4.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de décantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les bassins de décantation sont interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouées, barque, ligne de vie, ...) sont disponibles à proximité. [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'accès aux bassins de décantation est interdit par des merlons, mais aucun panneau d'avertissement indiquant le risque d'enlèvement n'est présent aux abords de la zone.</p> <p>En revanche, le bassin d'eau claire (dit "bassin tampon") est sécurisé par des clôtures et un merlon, un panneau signalant le "danger" est également présent.</p> <p>Constat : Aucun panneau d'avertissement indiquant le risque d'enlèvement n'est présent aux abords des bassins de décantation.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 1.71
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : <i>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</i>
Constats : L'exploitant a transmis en préfecture le 4 avril 2024, un dossier de "porter à connaissance" afin de solliciter des modifications des conditions d'exploitation de la carrière et répondre aux besoins des projets suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Développement d'une activité de recyclage des bétons ; - Augmentation du volume d'extraction de matériaux pour les dernières années d'activité ; - Augmentation de la puissance de l'installation de concassage ; - Mise à jour de la liste des déchets inertes admissibles. Le dossier est en cours d'instruction à la DREAL, cependant, l'augmentation de la puissance de l'installation de concassage dépasse en elle même le seuil de l'enregistrement, le dossier doit donc faire l'objet d'un examen au cas par cas. Constat : L'exploitant est informé que le dossier doit être complété par le formulaire de demande d'examen au cas par cas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installation de lavage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation des fines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les fines issues de la décantation ou de l'ouvrage de filtration des eaux de lavage sont utilisées pour la remise en état du site. En aucun cas, leur régalage dans l'excavation ne doit compromettre l'écoulement des eaux météoriques en modifiant la perméabilité des sols.</i> <i>L'exploitant n'utilise pas de floculant.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'installation est équipée d'un clarificateur permettant de concentrer les boues issues du lavage de matériaux avant de les envoyer dans les bassins de décantation. Un floculant est utilisé pour cette opération.</p> <p>Les eaux claires en surverse du clarificateur alimente une cuve d'eau claire attenante depuis laquelle l'installation de traitement est directement alimentée. Le bassin tampon sert alors de réserve pour compenser les pertes du circuit.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas sollicité, au travers d'un porter à connaissance du préfet, l'utilisation de floculant dans l'installation de traitement des matériaux(actuellement non autorisé).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau constituée au minimum de 2700 m³ (bassin de décantation) et avec réalimentation, en cas de besoin, par le forage [...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que le volume du bassin prévu comme réserve incendie (bassin tampon) a été modifié. Afin de faciliter son entretien, la largeur du bassin a été diminuée portant le volume de 2700 m3 à 1600 m3.

Constat : Les 1600 m3 sont à priori toujours suffisants pour répondre aux besoins en cas d'incendie, mais l'exploitant a précisé que le SDIS ne souhaitait plus utiliser ce type de réserve d'eau car il y a un risque d'aspiration de boues dans les pompes pouvant entraîner la détérioration de leur matériel.

L'exploitant devra recueillir l'avis du SDIS sur les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en place sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois